

**Zeitschrift:** Rapport d'activité / Comité International de la Croix-Rouge  
**Herausgeber:** Comité International de la Croix-Rouge  
**Band:** - (1966)

**Rubrik:** Europe

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 04.05.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Des colis de médicaments ont néanmoins été adressés à leur intention à la Croix-Rouge cambodgienne, qui a accepté de les garder en dépôt jusqu'à ce que se présente une possibilité de les faire parvenir au FNL.

D'autre part, l'Agence centrale de recherches a continué à transmettre les lettres reçues des familles, mais elle n'a pas été en mesure d'adresser des demandes d'enquête — en dépit de l'existence d'une « Croix-Rouge de Libération du Vietnam du Sud » — ni de savoir si les lettres envoyées parvenaient à leurs destinataires.

#### 4. EUROPE

##### **Europe centrale**

En dehors des visites de M. le Président Gonard, les représentants du CICR ont traité avec les dirigeants des Sociétés nationales d'Europe centrale plusieurs questions ayant trait à l'application de certaines résolutions de la XX<sup>e</sup> Conférence internationale de la Croix-Rouge. Citons, entre autres, celles relatives au regroupement des familles séparées et aux contacts entre ces familles (Résolution n<sup>o</sup> XIX), ainsi qu'à la localisation des sépultures militaires (Résolution n<sup>o</sup> XXIII).

Comme les années précédentes, le CICR s'est préoccupé des problèmes surgis à la suite de la division de Berlin ; il a tout particulièrement plaidé la cause humanitaire de 400.000 Berlinois de l'Ouest qui n'ont pas pu rendre visite à leurs parents habitant dans la partie orientale de la ville.

##### *Regroupement des familles séparées*

C'est après la deuxième guerre mondiale que le CICR avait pris l'initiative de mettre sur pied cette action, partout reconnue comme hautement humanitaire.

C'est non seulement à la suite de la guerre, mais aussi en raison des tensions et des conflits qui règnent dans différentes parties du monde, que de nombreuses familles ont été dispersées. Ainsi, des frontières ont été, ou sont encore, partiellement fermées à des

milliers de personnes. Souvent, grâce aux efforts de la Croix-Rouge, les membres d'une même famille ont pu se retrouver.

Conformément à la Résolution XIX de la XX<sup>e</sup> Conférence internationale de la Croix-Rouge, le CICR a poursuivi ses efforts en vue de contribuer à résoudre des milliers de cas encore en suspens. Ces efforts se sont traduits par des démarches générales et par des requêtes individuelles.

Comme par le passé, le CICR a œuvré en étroite collaboration avec les Croix-Rouges des pays de départ et d'accueil. C'est à cette fin que M. Beckh, délégué du CICR, a eu des entretiens substantiels avec les représentants des Sociétés nationales intéressées. En Bulgarie, il a rencontré M. Gospodinov, vice-président, et M. Jordanov, Directeur du Département de l'extérieur; en Tchécoslovaquie, il s'est entretenu avec le D<sup>r</sup> Stich, Président, et le D<sup>r</sup> Blaha, Directeur; dans la République démocratique allemande, avec le D<sup>r</sup> Ludwig, Président, et, plus particulièrement, avec M<sup>me</sup> Hartmann, Directrice du Bureau des Relations extérieures et des Services de recherches; dans la République fédérale d'Allemagne, avec M. von Lex, Président, M. Schlögel, Secrétaire général, et M. Wagner, Chef des Services de recherches; en Roumanie, avec M. Moisesco, Président, le D<sup>r</sup> Fotesco, Secrétaire général, et M. Patrasco, Directeur des Relations extérieures; finalement, en Yougoslavie, avec M<sup>me</sup> Rupena-Osolnic, Secrétaire générale, et ses collaborateurs.

Ainsi, par ses missions, par son Agence Centrale et par sa délégation de Vienne, le CICR a participé à cette action, qui a permis à plus de 10.000 personnes de retrouver leurs familles.

### *Détenus politiques*

Comme les précédents rapports d'activité l'ont déjà souligné, les délégués du CICR sont autorisés, dans plusieurs pays, à visiter les lieux de détention. Ces autorisations ont été données même lorsqu'il ne s'agissait pas de personnes arrêtées en relation avec une guerre civile ou des troubles caractérisés. Ainsi, il est devenu possible, dans certains pays, de faire des constatations sur le régime de détention des personnes qui ont été condamnées ou inculpées pour avoir enfreint certaines lois.

Un rapport sur ces constatations est remis uniquement aux autorités du pays de détention.

M. Beckh, délégué du CICR, qui, ces dernières années, a visité des lieux de détention dans plusieurs pays européens, s'est borné, en 1966, à visiter 9 prisons dans la République fédérale d'Allemagne et à Berlin-Ouest, où il a parlé sans témoins avec 26 prisonniers n'appartenant pas à la catégorie des détenus de droit commun.

A ce propos, il a eu des entretiens avec de hauts fonctionnaires, notamment avec le Conseiller ministériel Herzog, du Ministère fédéral de la Justice à Bonn, le Président Groszekettler à Berlin-Ouest, et le dirigeant ministériel Niebler, du Ministère bavarois de la Justice.

Ces personnalités, ainsi que les directeurs des prisons, ont tout fait pour permettre au délégué du CICR d'avoir une vue objective du problème.

Quant aux autres pays européens, M. Beckh a reçu, lors d'entretiens avec les fonctionnaires compétents, des informations relatives à l'évolution du régime pénitentiaire; des visites ultérieures y sont, en principe, prévues.

## **Assistance aux victimes d'expériences pseudo-médicales**

### *Pologne*

Poursuivant son activité d'intermédiaire pour la remise d'une assistance financière qu'offre le gouvernement fédéral allemand à des victimes d'expériences pseudo-médicales pratiquées dans les camps de concentration sous le régime national-socialiste, le Comité international a délégué, du 13 au 24 avril, une nouvelle mission en Pologne. Les représentants du CICR, M. Jean-Pierre Maunoir, délégué, et le Dr Jacques de Rougemont, délégué-médecin, ont examiné un nouveau groupe de 83 personnes victimes de ces expériences. Leurs enquêtes ont comporté une étude approfondie de chaque cas, avec examen des dossiers, rencontres avec les médecins polonais qui ont traité les victimes, ainsi qu'avec les victimes elles-mêmes.

A la suite de cet examen, ils ont soumis des propositions à la Commission neutre d'experts chargés de statuer sur les indemnités

à verser. Cette Commission, qui s'est réunie les 17 et 18 juin 1966 au siège du CICR, a admis 81 des cas qui lui ont été soumis.

### *Hongrie*

Du 4 au 11 juillet 1966, une mission du CICR composée de M. Jean-Pierre Maunoir, délégué, et du Docteur Félix Züst, délégué-médecin, s'est rendue à Budapest pour y préparer, en collaboration avec la Croix-Rouge hongroise, les dossiers d'un nouveau groupe de 36 victimes d'expériences pseudo-médicales.

Ces cas ont été examinés en novembre par la Commission neutre d'experts mentionnée plus haut. Le Président de la Commission était M. William Lenoir, Juge à la Cour de Justice de Genève, qui a succédé à ce poste au professeur Jean Graven. Il était assisté du Dr Alex Muller, Professeur à la Faculté de Médecine de l'Université de Genève, et du Dr Silvain Mutrux, sous-directeur médical de la clinique psychiatrique de Bel-Air. La Commission a accepté 34 des cas qui lui ont été soumis.

Cette action, où le CICR tient son rôle d'intermédiaire neutre, a débuté en 1961. A fin 1966, elle avait permis de transmettre une assistance financière à 586 victimes d'expériences pseudo-médicales en Pologne et en Hongrie.

Le total des sommes versées atteignait 18.725.000 marks.

## **5. PROCHE ET MOYEN-ORIENT**

### **Fédération de l'Arabie du Sud**

Poursuivant l'activité qu'il avait été chargé d'exercer dans la Fédération de l'Arabie du Sud, M. André RoCHAT, délégué du CICR, s'est rendu à plusieurs reprises à Aden.

Au cours de cinq missions qu'il y a effectuées, du mois de mai au mois de novembre 1966, le délégué du CICR a pu, grâce aux facilités que les autorités locales lui ont accordées, visiter les établissements pénitentiaires où étaient détenues les personnes arrêtées en raison des événements.